

ÉDUCATION PROFESSIONNELLE ADAPTÉE

TABLE RONDE : FORMATION PROFESSIONNELLE ADAPTÉE

Modérateur : Madame Odette FOKAPU BOUQUET,

Enseignant-chercheur, Laboratoire de Biomécanique et BioIngénierie, Université Technologique de Compiègne (UTC)

Intervenants :

- Ibrahima CISSÉ, Professeur et Directeur du Laboratoire de génie civil à l'Ecole Polytechnique de Thiès (Sénégal)
- Dominique VIÉ, Directeur du Centre des Hautes Etudes de la Construction (CHEC - Paris)
- Jean-Charles DU BELLAY, Fédération Française du Bâtiment (FFB)

Contributions au débat :

- Albert NOUMOUWÉ, Enseignant-Chercheur, Laboratoire de Mécanique et Matériaux du Génie Civil, Université Cergy-Pontoise,
- Marie-Joséphine GROJEAN, Responsable Culture, Éducation à l'Académie de l'Eau-France, Chercheure en pédagogie de l'Eau et de la Nature.

La présente table ronde s'inscrit dans le cadre d'une série de conférences initiées par l'UISF depuis 2011 sur la situation économique et social des jeunes et des femmes du continent africain. Le débat a pour objectif de proposer des pistes en vue d'améliorer la formation professionnelle sur le continent et de favoriser ainsi la création d'emploi, solution au chômage massif des jeunes. L'Afrique subsaharienne dispose de la population la plus jeune au monde, une opportunité majeure de réduire la pauvreté et d'améliorer la prospérité économique, pourtant cette jeunesse est la moins formée à l'échelle mondiale. Malgré la croissance économique et des investissements de plus en plus importants dans l'éducation, la jeunesse africaine souffre toujours d'un déficit de formation.

Les discussions ont porté notamment sur l'amélioration des méthodes pédagogiques par l'utilisation des nouvelles technologies. La révolution numérique est une opportunité pour transformer les méthodes afin qu'elle soit plus concrète, fondées sur l'expérimentation et accessibles à tous. Permettre à l'apprenant d'interagir en ligne sur un module de cours devient simple grâce par exemple à un support vidéo. Les échanges Nord-Sud en matière de formation mieux ciblées et l'adaptation des offres de formation aux besoins réels en terme d'emploi sont nécessaires. La création de structures de formation essentielles technologiques devrait favoriser des parcours de formation par alternance pour mieux répondre aux besoins des entreprises et des artisans.

UNIVERSITÉS TECHNOLOGIQUES AFRICAINES : UN ATOUT POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE ?

EXPOSÉ

d'Odette Fokapu Bouquet

Laboratoire de BioMécanique et BioIngénierie, UMR CNRS 7338 UTC, Compiègne

NÉCESSITÉ DE CRÉER DES UNIVERSITÉS TECHNOLOGIQUES EN AFRIQUE

L'enjeu de la formation professionnelle, parce qu'elle concerne les générations futures, touche directement au devenir de l'Afrique. La croissance démographique observée sur l'ensemble du continent est un avantage certain, mais constitue aussi un facteur aggravant du taux de chômage chez les jeunes (environ 25%), y compris chez les diplômés du supérieur : un sur trois est sans travail. Les projections positives sur l'emploi ne se vérifieront que si, et seulement si, les progrès en matière d'éducation et de formation professionnelle avancent au même rythme que la croissance démographique.

Les efforts des gouvernements africains en matière d'éducation ont permis d'accroître de manière importante le taux de scolarisation dans les cycles du primaire et du secondaire. Ce résultat intéressant et encourageant a engendré parallèlement un nombre d'étudiants considérable par rapport à la capacité d'accueil des universités existantes. D'un autre côté, force est de constater, que la situation de l'enseignement des sciences appliquées dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne est inacceptable en ce début du XXI^e siècle. Beaucoup de pays africains souffrent d'un manque d'instruments pour les travaux pratiques de premiers cycles universitaires et pour la recherche. Il en découle une formation très théorique inadaptée au marché du travail et un déficit de main d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs professionnels.

L'absence d'anticipation de réactivité face aux évolutions technologique et économique et l'absence fréquente d'une méthodologie définie en matière d'ingénierie de formation expliquent en partie le taux de chômage des jeunes qui reste élevé. En dépit des efforts consacrés, les états éprouvent des difficultés à fournir à cette jeunesse des conditions optimales de formation. Les universités font face à d'importants défis ; les sureffectifs exigent de nouvelles solutions en particulier le développement d'universités technologiques mettant en avant des parcours par apprentissage.

COMMENT FAVORISER LA CRÉATION D'UNIVERSITÉS TECHNOLOGIQUES DE QUALITÉ ?

Différentes stratégies sont actuellement mises en œuvre sur l'ensemble du continent africain pour améliorer le système

d'éducation et de formation de manière générale ; les intensifier et mieux les orienter devrait permettre la création d'universités technologiques de qualité.

Système de gouvernance coordonné

Le manque de coordination et les faibles capacités de décision des multiples agences qui sont généralement en charge de l'éducation sont des préoccupations majeures. Si l'accès à l'éducation a globalement progressé ces dernières années, la gestion des systèmes scolaires, la formation des enseignants et le contenu des enseignements dispensés constituent autant d'enjeux pour assurer une formation de qualité.

L'action par exemple de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) s'inscrit dans ce cadre. L'OIF a contribué à la mise en œuvre de réformes innovantes en matière d'éducation et de formation, par la création d'une structure dédiée (Institut de la Francophonie pour l'Education et la Formation-IFEF-).

Basé à Dakar (Sénégal), l'IFEF a pour mission principale de fournir aux États et gouvernements membres de l'OIF et à ses partenaires, une expertise technique pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de leurs politiques éducatives afin d'assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et de promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Les bénéficiaires finaux sont les jeunes hommes et femmes entre 15 et 25 ans inscrits et diplômés dans des cursus de formation professionnelle et technique reconnus par les États.

La création de l'IFEF a été décidée au dernier Sommet de la Francophonie, conformément aux recommandations du « Forum mondial sur l'Education 2015 », organisé par l'Unesco à Incheon (Corée) en mai dernier et de l'« Agenda 2030 pour l'Education ». Il est le fruit d'un partenariat riche et constructif entre l'OIF, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), l'Université Senghor d'Alexandrie, la Conférence des ministres de l'éducation des États et gouvernements de la Francophonie et la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie.

Les universités technologiques en création peuvent dès lors s'appuyer sur ce type d'outil pour mieux préparer les étudiants aux métiers de demain et de réduire le chômage des jeunes.

Echanges Nord-Sud ciblés

En Afrique on compte un ingénieur pour 10 000 habitants, contre 20 à 50 dans les pays industrialisés. Pour éviter d'accroître ce